

Le PS veut s'impliquer à La Défense

POLITIQUE

Emmenés par Jean-André Lasserre, conseiller général d'opposition et conseiller municipal de gauche à Courbevoie, les élus PS et ceux d'Europe Ecologie au département veulent « s'approprier » l'avenir de La Défense. Jean-André Lasserre et ses collègues ont envoyé hier un courrier au président du conseil général Patrick Devedjian pour réclamer la constitution d'une « commission ad hoc pluraliste » afin d'examiner la situation et le devenir de La Défense. « Il est temps désormais que le conseil général se saisisse du problème », commentait hier Jean-André Lasserre.

« Remettre à plat » le plan de renouveau du quartier d'affaires

Le « problème », c'est la question des finances de l'Epadesa, l'établissement public d'aménagement du quartier d'affaires, l'impact de la crise sur les projets immobiliers et l'avenir incertain du plan de renouveau de La Défense, selon l' élu. « Le quartier d'affaires est aussi un enjeu territorial, puisque le développement économique a évidemment un impact sur l'emploi, les transports, l'aménagement du territoire, précise-t-il encore. Nous, élus locaux, devons nous impliquer. » Ce souhait de voir créer une commission ad hoc s'inscrit dans le droit fil du vœu formulé par Jean-André Lasserre lors de la dernière séance de l'assemblée départementale, le 16 décembre dernier. Après la sortie tonitruante de Patrick Devedjian dans la presse sur la situation financière inquiétante de l'établissement public, Lasserre réclamait que soit rendu public un rapport de l'Inspection générale des finances. Il proposait également le lancement d'une étude précise sur les mètres carrés de bureaux vacants et un moratoire sur les projets Ava, Hermitage et Phare pour « remettre à plat » le plan de renouveau du quartier d'affaires.

V.M.

Tous droits réservés :Le Parisien

76AC2CC04763AA60383DA1A2CD345F9A6EE406CD